

PROFESSEUR KAMEL BOUZID, SERVICE D'ONCOLOGIE MÉDICAL - EHS, CENTRE PIERRE-ET-MARIE-CURIE :

«Nous attendons la mise en application des mesures du gouvernement»

Le professeur Kamel Bouzid – pur produit de l'école algérienne (promotion 1978) – se dit satisfait des dernières mesures prises par le Conseil interministériel. Sans autant crier victoire, tant il a à cœur la problématique du cancer concernant le volet relatif à sa prise en charge et à son traitement, il reste, cependant, prudent pour ce qui est de l'entrée en application de ces décisions. Connu pour monter au créneau pour la défense de ses malades et crier haut et fort son indignation, il met à l'index la Cnas et son autisme s'agissant de la prise en charge et du remboursement de certains médicaments. Dans cet entretien, il rappelle aussi que la Sécurité sociale refuse toujours les actes médicaux du privé.

Le Soir d'Algérie : Le Conseil interministériel présidé par le Premier ministre a décidé du remboursement de certains médicaments de forme sèche, désormais disponibles en pharmacie. Mais qu'en est-il au juste ?

Pr Kamel Bouzid : Le Premier ministre a, effectivement, dans la synthèse des travaux auxquels ont assisté quatre ministres (Finances, Travail et Sécurité sociale, Solidarité nationale, Santé), des praticiens, des directeurs centraux, décidé après débats et propositions du DG de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), de la Direction générale de la pharmacie au MSPRH et des praticiens, d'affecter certains médicaments en officines pharmaceutiques (thérapies ciblées formes sèches, cytotostatiques formes sèches, hormonothérapie, médicaments de support – antiémétiques, facteurs de croissance, antalgiques dont morphiniques) remboursables par la CNAS pour les assurés sociaux, par le ministère de la Solidarité nationale pour les non-assurés sociaux. A ce jour, cette décision n'a pas connu de début de concrétisation et s'est heurtée à des communiqués insultants pour les patients d'un «syndicat de base» des travailleurs de la Sécurité sociale.

Répond-elle à vos doléances pour ne pas dire revendications, vous qui êtes particulièrement déterminé sur le sujet à l'endroit des pouvoirs publics et compte tenu de la gravité du problème des malades du cancer ?

Oui, elle y répond, d'une part parce qu'elle permettra de régler en grande partie le problème des pénuries récurrentes, d'autre part, parce qu'elle rendra accessible le médicament sur tout le territoire national. A titre d'information : 1- Certains médicaments utilisés dans le cancer de la prostate, dans le cancer du sein et dans les métastases osseuses des cancers sont en officines, pris en charge par la CNAS depuis au moins 14 ans, et il n'y a JAMAIS eu de pénuries en ces produits. 2- Pour les malades atteints de cancer et

transférés à l'étranger, la CNAS ne prend en charge que les frais liés à la «chimiothérapie», les frais inhérents aux médicaments de support sont à la charge de ces patients tenus de les acheter en officines, financés sur leurs fonds à des coûts d'environ 2 000 euros par semaine, non remboursables, alors qu'ils le sont pour la assurés sociaux du pays en question. 3- Qui prétend guérir en 2012 les maladies chroniques non transmissibles (HTA, diabète, asthme) par des médicaments ? En dehors «d'experts» autodéclarés ?

Combien de médicaments seront remboursés par la Sécurité sociale, sachant l'opposition de la Fédération des syndicats de la Sécurité sociale ?

Oui, nous maintenons que cette décision est appropriée et qu'une cinquantaine de médicaments (dont la plupart génériques, ce qui bat en brèche la légende des multinationales destructrices du système de Sécurité sociale si cher au «syndicat») soient pris en charge dans ce cadre.

La mesure décidée par le Premier ministre, qui de plus a exprimé lors de la réunion du CIM la volonté forte du président de la République dans la prise en charge du cancer, sera appli-



Photo : DR

quée, nous en sommes convaincus.

La Cnas campe sur sa position de ne pas prendre en charge la chirurgie du cancer, opération inévitable au demeurant, ni les prestations médicales du privé et, de ce fait, c'est la patient qui paye la facture. Mais souvent, c'est bien au-dessus de ses moyens d'autant que les tarifs ont particulièrement augmenté.

Dans ce cas et sachant que la chirurgie du cancer, arme curative par excellence, se fait à 70% dans le secteur privé – enquête nationale INSP 2004 – (sans parler des actes diagnostics de biologie et d'imagerie), l'actualisation de la nomenclature des actes professionnels qui date de 1987, et dont nous avons

demandé à maintes reprises la révision, sera le support d'un remboursement au réel des actes faits dans le secteur privé.

La création de plusieurs centres anti-cancers est-elle la riposte idoine au dénuement dans lequel se trouvent aujourd'hui des milliers de malades ou bien est-ce seulement un effet d'annonce tandis que les besoins en soins de cette pathologie lourde augmentent sans cesse, sans oublier le gros retard pris dans ce domaine ?

La création de ces CAC est une réponse adaptée, et certainement pas un effet d'annonce. Les trois quarts du Conseil interministériel ont été consacrés à cet aspect et des instructions fermes et précises du Premier ministre ont été données pour

qu'avant la fin du premier semestre 2013, plusieurs de ces CAC (Batna, Sétif, Constantine, Annaba, Sidi-Bel-Abbès) soient équipés et fonctionnels.

Pourquoi, selon vous, les équipements acquis sont souvent en panne quand ils ne sont pas totalement hors service ?

Si vous parlez de la radiothérapie, les équipements existants sont au maximum de leurs capacités, ou en phase d'acquisition et d'installation de nouveaux équipements (Constantine, Blida, Oran). L'effort à faire, et l'autorité en charge du secteur en est consciente, sera à négocier au mieux avec les fournisseurs potentiels pour la formation en radiothérapie dite moderne et pour la maintenance.

Que faire dans l'immédiat pour rendre espoir aux malades, sachant que sur les 30 000, seulement 8 000 peuvent prétendre à une prise en charge ?

Actualiser : 1- la nomenclature des actes professionnels, 2- la nomenclature nationale des médicaments et concrétiser rapidement la décision prise en CIM de médicaments disponibles en officines, remboursables par la CNAS.

Maladie du siècle tout comme les affections cardiovasculaires et métaboliques, l'on est dans le curatif. Pourquoi la dimension prévention est-elle «zappée» ?

Pour la prévention, c'est une préoccupation constante des soignants, qu'elle soit secondaire ou primaire. Pour rappel, la demande d'enregistrement du vaccin contre le cancer du col de l'utérus a été faite le 20-08-2005 (soit deux mois avant le premier enregistrement aux Etats-Unis).

Nous sommes, sept ans après, 170 pays qui l'ont fait et pas l'Algérie. En ce qui concerne le dépistage et le diagnostic précoce du cancer du sein, du cancer du col de l'utérus, du cancer colorectal, du cancer de la prostate, des essais pilotes de dépistage de masse sont en cours avec une campagne qui sera lancée à Biskra à la troisième semaine de novembre 2013. Cet essai pilote permettra ensuite de généraliser le dépistage du cancer du sein au reste du pays.

En ce qui concerne le dépistage individuel (cancer colorectal après 50 ans, cancer de la prostate,...) il reste tributaire des remboursements ridicules par la CNAS des tests de dépistage (recherche de sang occulte dans les selles, taux de PSA,...), qui sont entièrement à la charge financière des personnes saines qui le font.

B. T.



Photo : DR